

Un pèlerinage vers la dignité et la liberté L'Ukraine et la Russie de Poutine

Entretien avec Borys Gudziak, archevêque ukrainien de Philadelphie

Monseigneur Borys Gudziak est archevêque de Philadelphie, métropolitain de l'Église gréco-catholique ukrainienne aux États-Unis et chef du Département des relations extérieures de l'Église gréco-catholique ukrainienne. Il est président de l'Université catholique ukrainienne, dont il a été recteur de 2002 à 2012, au moment des révolutions ukrainiennes de 2004 et 2014, qui ont vu une grande partie du monde étudiant actif dans les manifestations.

Alors que la Russie intensifie ses menaces d'invasion de l'Ukraine et déploie des troupes et de l'armement aux frontières russo-ukrainienne et biélorusse-ukrainienne, nous demandons au métropolitain Gudziak, actuellement en Ukraine, de nous aider à comprendre la situation.

Monseigneur, à la suite de la révolution ukrainienne de 2014, la Russie a annexé la Crimée et occupé militairement une partie du territoire à l'est de l'Ukraine. La guerre qui dure depuis déjà 8 ans, non seulement n'est pas résolue, mais Moscou semble maintenant vouloir intensifier sa politique agressive.

Je pense qu'il convient de comprendre un peu mieux le contexte dans lequel se situe ce qui se passe. L'Ukraine a fêté ses 30 ans d'indépendance l'été dernier en 2021. Avant cet événement, les Ukrainiens étaient probablement le plus grand groupe ethnique non indépendant au monde. Cette déclaration d'indépendance a été précédée par plus de trois siècles de domination russe sur l'une ou l'autre partie du territoire ethnographique, qui constitue aujourd'hui l'Ukraine. En 1991, l'année où l'indépendance a été votée, il y a donc eu un changement radical, une chose à laquelle très peu s'attendaient. En effet, en août 1991, le président George Bush, en visite en Ukraine, avait fortement suggéré d'éviter cette voie, car elle irait à l'encontre de la formule d'équilibre des pouvoirs, et irait donc également à l'encontre des intérêts des Ukrainiens. En d'autres termes, les Ukrainiens n'étaient pas censés vouloir leur indépendance. Mais ce ne fut qu'une question de jours et l'indépendance fut proclamée. L'indépendance de l'Ukraine a mis fin à l'URSS. En plus des explications qui peuvent avoir des enjeux politiques, économiques, militaires, ethniques, des aspirations nationales, je pense que ce fut un vrai miracle. Les personnes sont créées à l'image et à la ressemblance de Dieu, elles ont donc une dignité et une liberté que personne n'a le droit de leur confisquer. Ce que l'on voit dans les gros titres ou sur les écrans, c'est le combat pour cette liberté et cette dignité enracinées dans le cœur humain et qui sont un don de Dieu.

Aidez-nous à comprendre : en Russie on dit souvent que les Ukrainiens et les Biélorusses sont des « jeunes frères » des Russes, culturellement, ethniquement et linguistiquement très proches, et donc qu'il existe une certaine volonté culturelle d'unité politique entre ces pays qui est mal comprise de l'ouest.

Nous sommes clairement des peuples voisins, appartenant tous au groupe oriental des peuples slaves. Il est donc certain que nous avons des affinités culturelles, linguistiques et avons vécu des événements historiques en commun, mais cela ne revient pas à dire que l'Ukraine n'existe pas, qu'elle n'est pas une vraie nation avec sa propre culture et son

histoire. Nous sommes aussi différents que les Polonais des Tchèques, les Slovènes des Croates, les Français des Italiens... Il ne fait aucun doute que notre histoire commune est très complexe, mais cela ne signifie pas que les Russes puissent prétendre être les seuls propriétaires et interprètes de cette histoire. Que les Ukrainiens veuillent ou non être une nation est une question concernant les Ukrainiens, et n'a rien à voir avec la façon dont d'autres interprètent leur passé. Un fait incontestable est qu'au référendum du 1er décembre 1991, auquel ont participé 84 % de la population résidente ukrainienne, 91 % se sont proclamés pour l'indépendance. C'était juste cinq mois après la dissolution du Pacte de Varsovie : ce qui signifie qu'auparavant cette unité autour du Pacte n'existait uniquement parce qu'un État totalitaire utilisait la terreur et la propagande pour la maintenir. Dès qu'ils l'ont pu, les Ukrainiens ont voulu être libérés d'un régime qui avait piétiné sa culture, nié sa liberté politique, civile, nationale, tué des millions, déporté des millions d'autres, rendu notre Église illégale et détruit ses édifices. Lorsqu'un État prétend qu'un autre État n'existe pas, il se comporte en colonialiste ou en empire. L'Ukraine est autant un État que la Russie, et même l'URSS qui était une fédération de républiques, avec une république ukrainienne, russe, biélorusse, kazakh, etc... le reconnaissait. Jusqu'à l'invasion de l'Ukraine en 2014, personne en Russie n'avait remis en cause le droit de l'Ukraine à la souveraineté avec son intégrité territoriale, comprenant la péninsule de Crimée. Par cette invasion du Donbass et l'annexion de la Crimée, la Russie a violé le droit international et les accords qu'elle avait conclus avec l'Ukraine dans le mémorandum de Budapest de 1994. Dans ces accords, l'Ukraine, qui était alors la troisième puissance nucléaire au monde, a accepté de renoncer à son arsenal nucléaire, hérité de la dissolution de l'URSS. Elle a été le premier pays de l'histoire à mettre en œuvre un désarmement nucléaire unilatéral, à la condition expresse que son intégrité territoriale soit garantie par la Fédération de Russie et l'Occident. La Russie a signé cet accord !

Pourquoi l'Ukraine indépendante serait-elle un danger pour la Russie ?

En 30 ans, depuis son indépendance, l'Ukraine a élu démocratiquement six présidents, les partis opposés alternant au gouvernement. Le pays connaît des élections libres, une presse libre, un développement libre de la société civile qui exerce un contrôle sur les autres pouvoirs... Cette liberté n'est pas idéale, elle n'est pas parfaite, elle n'est pas encore totale, mais elle est réelle. La qualité de la justice sociale et économique laisse encore beaucoup à désirer. La démocratie peut être désordonnée, certes marquée par de nombreux problèmes, notamment la corruption, mais qui continue, apprend ! Aucune personne raisonnable ne peut nier que le progrès vers la liberté est réel. Paradoxalement, les Ukrainiens, bien que mourant aujourd'hui pour leur liberté, pour les valeurs européennes, jouissent de cette liberté comme jamais. Ils sont plus que jamais libres d'être eux-mêmes. Ils sont libres de voyager, de partir et de revenir, de parler et d'écrire dans leur propre langue sans crainte de répression ou de honte.

Alors que l'Ukraine a évolué progressivement vers une société démocratique et inclusive, il y a en Russie, des élections présidentielles où le président ne perd jamais, l'assassinat ou l'emprisonnement d'opposants politiques et de journalistes, des guerres civiles internes, un nœud coulant autour du cou de la presse ... le désir de ne pas avancer est évident, et la nostalgie de la gloire de l'impérialisme russe est de plus en plus un argument en faveur d'un gouvernement autoritaire.

Poutine fait valoir les raisons de son intervention militaire par la garantie des équilibres stratégiques fondamentaux entre l'Est et l'Ouest, avec la défense des Russes en Ukraine, de l'Église orthodoxe russe...

Cette guerre n'est pas d'abord une question de l'OTAN, ni de missiles dans les ports de la mer Noire, il ne s'agit pas de protéger les Russes ou les russophones d'Ukraine. Malheureusement, l'idée d'envahir un pays voisin pour protéger une ethnie rappelle de terribles précédents dans l'histoire. On se souvient de l'occupation nazie d'une partie de la Tchécoslovaquie pour « protéger » les Allemands des Sudètes en 1938, à laquelle les autres pays européens ne se sont pas opposés à la veille de la Seconde Guerre mondiale. On se souvient des mots célèbres de Neville Chamberlain de retour de Munich en Grande-Bretagne le 30 septembre 1938, fier d'avoir instauré « la paix pour notre époque » après avoir rencontré Hitler, Mussolini et le Premier ministre français Édouard Daladier.

Et, si vraiment il a besoin de protéger les Russes d'Ukraine, il y a toujours des voies légales. Si on regarde l'attaque de la Russie contre la souveraineté de l'Ukraine comme une simple affirmation du droit à une sphère d'influence sur les territoires qui faisaient autrefois partie de l'URSS, à mon avis on ne comprend pas qu'il ne s'agit pas de défense des intérêts nationaux. La grande crainte du président Poutine et de son élite dirigeante est que ce processus ardu, mais finalement fructueux de promotion de la démocratie en Ukraine, puisse s'étendre à la Fédération de Russie. Ce processus doit être arrêté, et arrêté à distance : doit être arrêté en Géorgie, doit être écrasé en Biélorussie, doit être étouffé au Kazakhstan. En ce moment, on veut s'assurer que la démocratie ne se répande pas en Biélorussie, où des milliers de personnes ont été battues et restent en prison. Et probablement des milliers de personnes ont été tuées, arrêtées, blessées ces dernières semaines, également lors des manifestations au Kazakhstan – les rapports font état de centaines de morts, mais cela signifie que probablement les chiffres sont beaucoup, beaucoup plus élevés.

Mais surtout, le président Poutine a besoin que ce processus démocratique soit stoppé en Ukraine. L'Ukraine est un dangereux précédent et une menace réelle pour la perspective de reconstruire un autoritarisme hégémonique russe efficace, nécessaire au gouvernement actuel, qui a donc besoin des territoires qui composaient autrefois l'Union soviétique. Poutine a déclaré à plusieurs reprises que la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle a été l'effondrement de l'Union soviétique, et -- il veut la reconstituer. Mais l'Union soviétique, c'était un empire, une terre qui s'étendait sur 11 fuseaux horaires. L'Union soviétique signifiait également le totalitarisme et le meurtre systématique et impitoyable de millions, de dizaines de millions de personnes.

Mais voilà que cette histoire est revisitée, le centre "Memorial" pour les droits de l'homme, l'organisation cofondée par Andreï Sakharov pour l'étude de la répression politique en URSS a été liquidée, les exploits de Staline sont glorifiés, il est réhabilité et on nie ses crimes de masse. Et le président Poutine se déclare un fier descendant de tout cela. Chaque jour, l'histoire est réécrite pour réfuter les crimes du passé, mais peut-être plus encore pour empêcher toute enquête sur les violations des droits et libertés actuels du régime. Nous ne pouvons prétendre que le traitement du passé par le régime russe se limite uniquement au passé. Et l'on ne peut manquer de voir le continuum idéologique entre l'entreprise de destruction interne de la vérité historique, dont la négation des crimes du stalinisme constitue la partie la plus significative, et sa politique étrangère.

Dans cette tentative de révisionnisme et de retour à la "grandeur" de l'URSS, en 22 ans de règne en tant que président et premier ministre de la Russie, le président Poutine a certes remporté de nombreux succès ; mais ses deux plus grands échecs sont sans aucun doute l'Ukraine et ses révolutions de 2004 et 2014 et leurs conséquences.

Mais il y a une division en Ukraine entre les Ukrainiens et les Russes, entre l'Église orthodoxe ukrainienne et l'Église orthodoxe russe...

Il y a beaucoup de désinformation sur l'Ukraine, de la désinformation pilotée. En 2014, les télévisions du monde entier présentaient l'Ukraine comme un pays divisé entre Ukrainiens et Russes, où les Russes et les russophones étaient en danger, un pays « illibéral », souvent étiqueté dans l'historiographie et dans l'opinion publique, voire même comme un pays antisémite. Puis la vérité a commencé à émerger. L'Ukraine a de nouveau accueilli les Tatars de Crimée, une communauté musulmane que Staline avait déportée de Crimée en 1946 lors d'un nettoyage ethnique. Le pays a un président juif, Volodymyr Zelensky, et a eu un premier ministre juif, Volodymyr Groysman. Le pays compte de nombreuses confessions religieuses, toutes avec des droits civils égaux. Le discours public est constitué par toutes les opinions possibles. C'est un pays de plus en plus transparent, avec une société civile très active, avec de nombreuses ONG qui établissent des freins et contrepoids à ceux qui occupent des postes de pouvoir politique. C'est ce que les autocraties et les régimes totalitaires craignent le plus : que leur contrôle dictatorial soit perdu, que trop de forces libres émergent dans la société.

Les Russes et les russophones ne sont pas persécutés. A tel point qu'il est vrai que la majorité de l'armée qui défend l'Ukraine est russophone et que la plupart des 14 000 victimes tuées au cours des huit années de cette guerre étaient russophones. Jamais dans son histoire l'Ukraine n'a été aussi unie qu'aujourd'hui. Aucune politique ukrainienne n'a jamais conduit à autant d'ukrainisation que l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

L'Ukraine compte 603 écoles russes et, sur son territoire, l'Église orthodoxe du Patriarcat de Moscou, *selon la déclaration du Saint Synode de l'Église orthodoxe russe du 28 janvier 2022*, compte 12 381 paroisses. On ne peut pas en dire autant pour les centaines de milliers de gréco-catholiques ukrainiens en Russie, qui ne peuvent pas avoir une seule paroisse légalement enregistrée. De plus, pour les Ukrainiens en Russie, qui sont au nombre de 4 à 6 millions, il n'y a pas une seule école de langue ukrainienne. On notera également que l'Ukraine est probablement le seul pays au monde à avoir un Conseil actif des Églises et des organisations religieuses qui se réunit régulièrement, non pas pour combattre les différences de croyances et de doctrine, mais pour trouver un consensus sur les questions sociales. Toutes les Églises et organisations religieuses ont soutenu la non-violence au moment de la Révolution de la dignité de 2014, toutes ont condamné la rhétorique sur la division du pays et toutes ont encouragé la voie du dialogue pour résoudre les problèmes critiques et diviseurs en Ukraine. Depuis 25 ans, le Conseil ukrainien des Églises et des organisations religieuses est un instrument unique de rencontre et de dialogue social et religieux. Je pense que ce sont là de vrais miracles.

Pourquoi ne semble-t-il pas y avoir de voix en Russie contre la politique de Poutine ?

Outre le poids de la censure, je crois qu'il s'agit d'un traumatisme profond, d'une souffrance stratifiée qui imprègnent la société et la culture russes et que la propagande sait très bien exploiter. Nos deux pays sont profondément blessés. Les Ukrainiens ont compté 15 millions de morts au XXe siècle et entre 1932 et 1945, l'Ukraine était le coin sur terre le plus dangereux du monde. Les deux peuples, de différentes manières, connaissent un grand traumatisme trans-générationnel, et il est très difficile de sortir de cette expérience passée. Presque toutes les familles russes ont des parents qui ont été victimes ou outils de la violence soviétique. Mais la propagande utilise ces blessures pour répandre le sentiment que seuls les Russes ont souffert et sont les victimes. Et il est très facile de transformer sa présomption d'innocence en ressentiment agressif. Ou de se renfermer sur la peur.

Ici, l'Église orthodoxe russe pourrait jouer un grand rôle, car ce n'est qu'en reconnaissant le mal qui a été fait que l'on peut accéder à sa vérité personnelle, celle de notre Église, de notre pays, et guérir la mémoire.

L'Église orthodoxe russe est toujours à la recherche de sa voix morale dans la Russie post-soviétique, et nous attendons tous qu'elle prononce une parole prophétique dans la société. La réconciliation et la paix exigent la justice et, à divers niveaux, les Russes doivent faire face à leur héritage impérial. Jusqu'à présent, nous n'avons pas entendu s'élever une voix de paix, critiquant l'histoire impériale russe et les ambitions coloniales actuelles. Au 21ème siècle, la plupart des Églises chrétiennes revisitent ces attitudes de consentement des politiques coloniales alors qu'elles cherchent à panser les blessures que tout cela a causées.

Il est temps pour l'Église orthodoxe russe de se distancer de l'impérialisme historique et des événements qui se produisent et de faire de plus en plus preuve de compassion pour les blessures et les traumatismes de son peuple.

Que doit craindre l'Occident face à cette situation ?

Les analystes les plus fins se rendent compte que, s'il y avait une invasion, ce qui s'est passé avec les réfugiés syriens ne serait que les prémisses de ce qui se produirait cette fois-ci. Il suffit de penser que l'occupation partielle des deux régions de Donetsk et Louhansk a généré un flux de deux millions de réfugiés. Supposons que 10 à 12 régions soient occupées, il est alors possible d'imaginer 3 à 5 millions de réfugiés se déplaçant vers l'ouest fuyant l'invasion russe. Aussitôt cela devient un problème pour la stabilité de l'Europe, ce n'est plus seulement un problème ukrainien.

Si la Russie annexait l'Ukraine, elle redeviendrait une superpuissance, et tout ce qui fait la richesse de l'Ukraine en termes de capacités humaines et productives se retrouverait au service de son projet impérialiste.

Les Ukrainiens sont assez sceptiques quant à l'arrivée de troupes étrangères pour sauvegarder leur souveraineté nationale. Mais je pense qu'il appartient aux pays démocratiques de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'Ukraine reste libre. Que ce pays et ce peuple, qui a une longue histoire de souffrances, mais aussi une culture non agressive, socialement inclusive, de tolérance, gardent la dignité accordée par Dieu comme un don à tous et qu'ils n'abandonnent pas le pèlerinage entrepris au prix fort de la peur vers la liberté.

Par une guerre hybride continue, la Russie cherche à créer un effondrement interne du gouvernement et de l'État ukrainiens. Menacer de nouvelles invasions massives, de destructions majeures et d'effusions de sang, créant la panique dans la société pourrait, par exemple, déclencher une ruée vers les banques et produire un effondrement de l'ensemble du système bancaire. En parlant hier avec les responsables de l'école de commerce de l'Université Catholique d'Ukraine, j'ai appris que de nombreux secteurs de l'économie sont paralysés en raison de l'incertitude : dans certaines parties du pays, la construction s'est arrêtée, les commandes de production sont réduites, les investissements retirés. A Kyiv, les ambassades internationales évacuent leur personnel non essentiel. Le but de la guerre hybride russe est d'accentuer l'appréhension, d'exacerber la peur et de saper tous les systèmes de la société. La guerre de l'information et de la propagande est un élément central de ce processus, en Ukraine et dans le monde. De nombreuses personnes en Ukraine et ailleurs sont confuses, effrayées et ne savent plus quoi faire. C'est à cela que Poutine veut les amener.

Outre les vrais partisans de Poutine, ceux qui le soutiennent pour des raisons économiques, il y a aussi en Occident ceux qui le voient pratiquement comme le seul véritable opposant à la diffusion massive d'un libéralisme qui superficialise et ronge tout...

Je suis toujours surpris quand je vois des catholiques conservateurs désigner Poutine comme le défenseur des valeurs traditionnelles. La Russie a le taux d'avortement le plus élevé au monde, presque le double de celui des États-Unis ; son pays a le deuxième taux de suicide chez les hommes et beaucoup d'alcoolisme, au point qu'un tiers des foyers russes sont des mères célibataires avec enfants. Il n'existe pas de réelle liberté d'expression, d'association, sans parler de la corruption endémique à tous les niveaux...

En tant qu'évêque ayant servi en France, au Benelux, et en Suisse et à présent aux États-Unis, je crois que je suis en mesure d'appréhender de première main les grands problèmes qui vident les démocraties occidentales. Je crois que c'est en partie le fruit d'une démocratie indifférente au contenu, attentive uniquement à la justesse des processus formels. Toute institution, tout mécanisme procédural - c'est aussi vrai dans l'Église - n'a pas de valeur en soi, mais par rapport à autre chose : c'est une sorte de reflet de cet autre chose, c'est son icône. La démocratie est probablement la forme politique qui exprime le mieux la valeur de la personne, donc la valeur du moi dans le cadre d'une existence relationnelle d'hommes et de femmes qui veulent être libres, se reconnaître égaux et vouloir ensemble déterminer leur propre destin. Pour exister et être vraie, la démocratie doit être le reflet de tout cela, elle doit donc se fonder sur le dialogue, le respect, la dignité, la responsabilité, l'égalité des chances pour réaliser son existence... Ce sont les nœuds dans la tête qui ressortent en Occident. Mais un régime qui écrase la dignité humaine, qui empoisonne les dissidents ou les fait abattre dans la capitale du pays, qui viole systématiquement ce que nous voudrions que la démocratie fasse fleurir, ne peut pas être le moyen de remédier aux problèmes non résolus des démocraties occidentales.

Vous êtes en ce moment en Ukraine. Quel est le climat ?

D'un côté, toute la société est ébranlée, et à certains égards profondément blessée, de l'autre elle est aussi comme engourdie, je dirais stoïque. Certains observateurs venus en Ukraine s'étonnent que le pays ne panique pas. D'une certaine manière, les gens ont fait un appel.

La première fois que vous avez un pistolet pointé sur la tempe et que vous sentez le froid du fer, des cheveux blancs peuvent vous apparaître soudainement, mais ensuite, si cela se produit tous les jours, vous apprenez à vivre avec, car vous devez survivre. Mais sous l'apparente facilité avec laquelle les Ukrainiens font face à cette crise, il y a une tension sous-cutanée palpable, notamment chez les jeunes... Il y a un effort continu de la Russie pour saper tous les aspects de la vie sociale et économique du pays. Le cynisme est apparemment doux, mais il touche en réalité le cœur de la vie des enfants et des familles. Le but est d'interrompre la vie normale, de générer la panique et de créer le désespoir. Rien que depuis le début de 2022, il y a eu près de 1000 fausses alertes à la bombe dans les écoles, avec les évacuations qui en découlent, qui obligent les parents à quitter leur travail pour récupérer leurs enfants à l'école. À Lviv, où je me trouve actuellement, toutes les écoles ont dû être évacuées trois fois au cours des trois dernières semaines. La plupart des alertes à la bombe arrivent sous forme d'e-mails provenant de territoires sous contrôle russe. Elles ont été, Dieu merci, toutes fausses, mais on peut imaginer le choc que cela provoque dans les familles et dans la société dans son ensemble.

C'est une stratégie pour semer la confusion, la panique... c'est aussi un coût économique énorme. Ce n'est pas seulement une guerre d'armes, de chars, de fusils, de tireurs d'élite, de généraux, mais, en fait, c'est une guerre hybride qui dévaste l'économie ukrainienne. Déjà en 2014, la monnaie ukrainienne avait perdu les deux tiers de sa valeur, lorsque le prix du dollar était passé de huit à vingt-cinq Hryvni. C'est une guerre économique, des marchés, des ressources énergétiques, c'est une cyber guerre. Le 14 janvier, de nombreux sites Web gouvernementaux ont été bloqués, et cela s'est déjà produit à plusieurs reprises au fil des ans. Pensons à ce qui pourrait arriver si en Italie les institutions politiques, les entreprises, les banques faisaient l'objet de cyberattaques en continu...

Comment percevez-vous votre tâche dans cette situation, et celle de votre Église ?

Je le conçois avant tout comme un ministère de solidarité qui s'exprime en écoutant les gens, en soulageant leurs blessures, en répondant aux besoins concrets des déplacés, de ceux qui ont perdu leur emploi, de ceux qui ont du chagrin... Chacune de nos paroisses, de par le monde, s'emploie avec une grande régularité à porter assistance : aux soldats amputés à recevoir des prothèses, à ceux blessés aux yeux à subir des opérations sophistiquées. Soutenir les orphelins, les veuves, accompagner les jeunes à reconstruire leur foyer... Pour nous tous qui sommes directement concernés, c'est aussi une manière de gérer cette tension et cette angoisse. Aider ceux qui en ont besoin donne de l'énergie, et nous ne nous trompons jamais lorsque nous aidons quelqu'un dans le besoin.

Il s'agit alors d'être informé et d'informer. Depuis quelques semaines, je donne chaque jour des interviews des deux côtés de l'Atlantique et je constate que j'ai pour interlocuteur un public surpris de découvrir qu'il y a une guerre en Ukraine. Il est essentiel d'être informé, car la propagande n'a pas pour objectif premier de vous convaincre de sa vérité. Il lui suffit d'instiller le doute sur le fait qu'il puisse y avoir une vérité, qu'on puisse savoir, parce que cela paralyse le sens de la justice et de la charité. Cela empêche les gens de réagir et de prendre parti

Et surtout, l'Église a un grand rôle à jouer pour essayer de donner de l'espérance. L'espérance c'est aider à reconstruire la maison, c'est soulager les blessures, nourrir, guérir. L'espérance a des sacrements et des signes concrets, qui pour nous sont l'expression de notre espérance

spirituelle, eschatologique : il y a un Seigneur au-dessus de nous, qui fait battre notre cœur même quand nous n'y pensons pas et qui tient tout entre ses mains. Nous sortons du temps de la Nativité, où nous avons célébré le paradoxe d'un Tout-Puissant qui se rend complètement vulnérable. Ce n'est pas une histoire idyllique : l'inquiétude d'une mère accouchant dans des circonstances difficiles, la perte de son mari, l'hystérie d'un violent qui s'accroche désespérément à son pouvoir et est prêt à tuer tous les enfants pour apaiser ses peurs. C'est une histoire de réfugiés. Mais c'est surtout l'histoire de la grande solidarité de Dieu avec l'humanité. Et cela nous permet aussi de ne pas donner aux causes de notre détresse plus de pouvoir sur nous qu'elles ne pourraient en avoir. C'est cette espérance que nous voulons partager par la charité - une espérance dans le Royaume de Dieu.

Lviv 10 février 2022